

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 14 AVRIL 1911.

PROPOSITION DE LOI SUR LES RÉFECTOIRES SCOLAIRES (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. COLAERT.

MESSIEURS,

Le 10 mars 1909, l'honorable M. Destrée déposa une proposition de loi sur les réfectoires scolaires, *d'une portée autrement générale et autrement généreuse*, dit l'auteur, que celle déposée précédemment par l'honorable M. Woeste.

De son côté, l'honorable M. Woeste présenta, le 27 avril suivant, une série d'amendements à sa proposition primitive, faisant ainsi, dans la forme plutôt qu'au fond, une proposition de loi nouvelle, qui devait, à la rigueur, être renvoyée aux sections ou à une commission spéciale.

Il semblait tout naturel, à un grand nombre de membres de la Chambre, que ces amendements fussent renvoyés pour examen à la Section centrale ancienne, constituée en Commission, qui les aurait discutés et rapportés en même temps que la proposition de M. Destrée.

La proposition en fut faite à la séance du 4 mars 1910 ; mais la Chambre n'étant pas unanime pour ordonner ce renvoi, il advint que les amendements de M. Woeste ne furent pas examinés par la Commission spéciale, qui devait se borner ainsi à examiner la proposition Destrée. Mais, comme le fit observer M. le Président de la Chambre à la même séance, « le rapporteur peut rédiger son rapport comme bon lui semble, sous sa responsabilité (3) ».

(1) Proposition de loi n° 149 (session de 1908-1909).

(2) La Commission, présidée par M. NERINX, était composée de MM. BERTRAND, COLAERT, COUSOT, LENONNIER, VAN CLEENPUTTE, WAUWERMANS.

(3) Séance du 4 mars, p. 773, session de 1909-1910.

Nous n'entendons pas abuser de ce droit, mais nous croyons qu'il nous sera loisible, en rapportant la proposition Destrée, de la comparer à la proposition primitive de M. Woeste et aux amendements du Gouvernement, déjà rapportés, et de faire connaître le sentiment de la Commission au sujet des divers systèmes proposés. Décider le contraire serait limiter la liberté du rapporteur et celle de la Section centrale elle-même, dont il est l'organe.

*
* * *

La proposition de l'honorable M. Destrée s'inspire de trois idées principales : *obligation* pour les communes d'organiser des réfectoires scolaires ; *intervention de l'Etat*, à titre de subside, dans le coût de ces réfectoires ; caractère *mi-scolaire, mi-charitable* de l'œuvre.

OBLIGATION DES COMMUNES.

La proposition primitive et les amendements du Gouvernement *autorisent* les communes à intervenir dans les distributions scolaires de soupe ou, plus généralement, d'aliments, de vêtements et d'autres allocations. Ils ne les y obligent pas. Comme nous le disons dans notre précédent rapport, « les communes resteront libres d'inscrire à leur budget des allocations pour » distributions de soupe et de vêtements. Si les circonstances ne l'exigent » pas ; si, par exemple, les œuvres d'initiative privée répondent aux » besoins de l'enfance indigente, l'action de la commune sera inutile. Ce » serait abuser des deniers publics que d'accorder, aux mêmes fins, des » subsides à la bienfaisance publique ⁽¹⁾ ».

Il est vrai que l'article 2 de la proposition Destrée n'impose l'organisation par les communes que pour autant que les pères de famille dont les enfants représenteront 25 % au moins de la population de l'école les réclameront. Même avec cette restriction, la proposition fut rejetée par la majorité de la Commission. Elle estime qu'il ne faut pas livrer les ressources de la commune et son autonomie au gré de quelques particuliers qui peuvent n'avoir aucun besoin des secours des pouvoirs publics. Il faudrait, tout au moins, réserver le droit de réclamer l'organisation des réfectoires aux parents indigents. Mais, bien que l'auteur de la proposition n'accorde la gratuité qu'aux indigents, il n'en résulte pas moins de la combinaison des articles 2 et 5 que les pères de famille qui sont dans l'aisance pourraient à eux seuls, s'ils sont au nombre voulu, réclamer une organisation qui ne répond à aucune nécessité locale.

Il suffit, nous semble-t-il, d'exposer ce système pour le faire rejeter.

(1) Rapport de M. Colaert, séance du 19 février 1909, n° 193.

INTERVENTION DE L'ÉTAT.

Tandis que dans les autres systèmes proposés l'État n'intervient pas dans l'organisation des réfectoires scolaires, la proposition Destrée donne à la commune, à charge de l'État, un subside de 50 % du coût net du réfectoire scolaire. Les autres propositions réservent aux provinces et aux communes le droit, mais non l'obligation, d'accorder des subsides aux élèves des écoles. Ils respectent donc la liberté des provinces et des communes, sans obliger l'État d'intervenir dans des organisations qui sont du domaine de la bienfaisance.

Le principe étant rejeté, il nous semble superflu d'examiner l'article final de la proposition Destrée, qui établit un droit de $2\frac{1}{2}$ % sur les sommes payées par les sociétés d'assurances sur la vie, au cours du dernier exercice, pour constituer un fonds spécial destiné à faire place aux dépenses à résulter de sa proposition de loi. On s'est demandé en vain pourquoi cette taxe serait imposée de préférence aux sociétés d'assurances sur la vie ; mais n'insistons pas.

OEUVRE SCOLAIRE OU OEUVRE DE BIENFAISANCE.

Dans notre rapport sur la proposition de loi de l'honorable M. Woeste et les amendements du Gouvernement, nous avons longuement discuté la question de savoir si l'organisation des réfectoires scolaires est du domaine de l'enseignement ou de celui de la bienfaisance. Nous renvoyons à ce document ⁽¹⁾.

Les lois organiques de l'enseignement primaire de 1884 et 1895, après celle de 1879, en imposant l'instruction gratuite en faveur des enfants indigents, l'ont mise à charge du bureau de bienfaisance, à la différence de la loi de 1842 qui la fit incomber à la commune. Si les frais de l'écolage proprement dit des enfants pauvres rentrent dans la catégorie des actes de bienfaisance, n'en est-il pas de même, à plus forte raison, des allocations d'aliments ou de vêtements ?

Sans doute le législateur peut modifier cette situation et attribuer aux réfectoires scolaires le caractère d'œuvre d'enseignement. Mais cette modification s'impose-t-elle ? A moins de décréter que les parents qui sont dans l'aisance et qui pourront jouir de l'enseignement gratuit pour leurs enfants, n'ont plus aucune obligation vis-à-vis de ceux-ci !

Nous n'en sommes pas là, et l'honorable M. Destrée l'a compris. « La » conception de l'honorable M. Woeste, dit-il, est que la cantine scolaire » relève de la bienfaisance ; la conception libérale, au contraire, est que » cette œuvre est uniquement scolaire et ne peut être traitée autrement » que tel ou tel accessoire de l'enseignement primaire. Nous pensons que

(1) Rapport de 1909.

» la vérité se trouve dans la fusion de ces deux manières de voir et dans
» la reconnaissance du caractère mixte de l'institution mi-scolaire, mi-charitable (1). »

La Commission ne se rallie pas à ce point de vue, qui a inspiré la proposition de l'honorable M. Destrée. Elle estime qu'il faut s'en tenir à l'idée qui a guidé les législateurs de 1879, 1884 et 1895, et attribuer à l'œuvre nouvelle le caractère de bienfaisance imprimé à l'écolage proprement dit des enfants pauvres.

En finissant, constatons que si la proposition Destrée n'exclut des réfectoires aucun enfant indigent à raison de l'école qu'il fréquente, — ce qui est de stricte justice, — elle ne sanctionne pas les dispositions qu'elle consacre. Quelle serait la valeur d'une résolution, prise par une administration provinciale ou par une administration communale contrairement aux prescriptions du projet? Et, en supposant que le Gouvernement puisse l'improver comme entachée d'illégalité, quelles peines appliquerait-on aux membres et employés des administrations communales et des bureaux de bienfaisance qui contreviendraient à ces dispositions?

La proposition est muette sur ces points, tandis que la proposition Woeste et les amendements de la Section centrale précédente rendent applicables les peines prévues par la loi du 7 mai 1888 relative à la répression de quelques abus commis par les administrations publiques de bienfaisance. La Commission estime que ces sanctions doivent être maintenues.

Enfin, nous croyons devoir faire observer que la proposition Destrée n'est ni plus générale ni plus généreuse que celle de M. Woeste ; à moins que ces deux qualités, que l'honorable membre attribue à sa proposition, ne consistent dans l'obligation, pour les communes, d'organiser des réfectoires scolaires même là où la nécessité ne s'en fait pas sentir. Les amendements de l'honorable M. Woeste ajoutent les écoles gardiennes aux écoles primaires, tandis que la proposition de l'honorable M. Destrée ne vise que l'enseignement primaire. La proposition Woeste paraît donc plus générale et plus généreuse.

Nous aurions proposé d'ajouter cette extension à la proposition Destrée, si celle-ci avait été adoptée ; mais comme elle a été rejetée par la majorité de la Commission, nous ne pouvons l'amender, comme nous ne pouvons rapporter les amendements de l'honorable M. Woeste.

La proposition, mise aux voix, a été rejetée par 5 voix contre 2.

Le Rapporteur,
R. COLAERT.

Le Président,
E. NERINCX.

(1) Session de 1908-1909. Doc. n° 149.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 11 APRIL 1911.

WETSVOORSTEL OP DE SCHOOLREFTERS (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER COLAERT.

MIJNE HEEREN,

Den 10^{en} Maart 1909 werd door den achtbaren heer Destrée een wetsvoorstel op de schoolrefters ingediend, dat, zegde hij, *eene veel meer algemeene, ja, veel edelmoedigere strekking heeft* dan het voorstel, vroeger door den achtbaren heer Woeste overgelegd.

Zijnerzijds diende de achtbare heer Woeste, den 27^{en} April van hetzelfde jaar, eene reeks amendementen in op zijn eerste voorstel; zóó legde hij, in den vorm veeleer dan in den grond, een nieuw wetsvoorstel over, dat eigenlijk naar de afdeelingen of naar eene bijzondere commissie moest verwezen worden.

Tal van leden der Kamer achtten het gansch natuurlijk, dat die amendementen in de handen werden gesteld van de vroegere Middenafdeeling, optredende als Commissie; deze zou ze, te gelijk met het voorstel van den heer Destrée, hebben onderzocht en daarover verslag hebben uitgebracht.

Dat werd voorgesteld ter vergadering van 4 Maart 1910; de Kamer was het echter niet eens om deze verwijzing voor te schrijven en de amendementen van den heer Woeste werden niet onderzocht door de Bijzondere Commissie: deze moest zich bijgevolg bepalen bij het onderzoek van het

(1) Wetsvoorstel, n^o 119 (zittingsjaar 1908-1909).

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer NERINX, was samengesteld uit de heeren BERTRAND, COLAERT, COUSOT, LEMONNIER, VAN CLEEMPUTTE en WAUWERMANS.

voorstel Destrée. Doch, zooals de Voorzitter der Kamer ter zelfde vergadering aanmerkte, « kan de verslaggever zijn verslag naar goeddunken opmaken, onder zijne verantwoordelijkheid ⁽¹⁾ ».

Wij wenschen geen misbruik te maken van dit recht; wij meenen nochtans dat het ons zal geoorloofd zijn, bij het uitbrengen van het verslag over het voorstel Destrée, dat voorstel te vergelijken met het eerste voorstel van den heer Woeste en met de amendementen der Regeering, waarover reeds verslag werd ingediend, en tevens het gevoel van de Commissie over de verschillende stelsels te doen kennen. Moest men zich hiertegen verzetten, dan zou men de vrijheid van den verslaggever, alsmede die van de Middenafdeeling zelve, waarvan hij de tolk is, beperken.

*
* *

Het voorstel van den achtbaren heer Destrée gaat uit van drie hoofdgedachten : *verplichting*, voor de gemeenten, om schoolrefters op te richten; *bijdrage van den Staat*, bij wijze van toelage, tot het dekken van de kosten dezer refters; *halfschoolsch, halfvlees* karakter der instelling.

VERPLICHTING VOOR DE GEMEENTEN.

Het eerste voorstel en de amendementen van de Regeering *machtigen* de gemeenten, toelagen toe te staan tot het uitdeelen van schoolsoep of, in het algemeen, van voedsel, kleederen en andere tegemoetkomingen. Zij verplichten haar daartoe niet. Zooals wij het in ons vorig verslag zegden, « zullen de gemeenten vrij blijven, al of niet op hare begrooting » toelagen uit te trekken voor de uitdeeling van soep of kleedingstukken. » Indien de omstandigheden het niet vereischen, indien, bij voorbeeld, de » private liefdadigheidswerken toereikend zijn voor de behoeften der » arme kinderen, dan behoeft de gemeente niet tusschenbeide te komen. » Het ware misbruik maken van de gelden der gemeente, zoo men ze » moest besteden met hetzelfde doel aan toelagen voor de openbare » weldadigheid ⁽²⁾ ».

Weliswaar zijn, bij artikel 2 van het voorstel Destrée, de gemeenten slechts gehouden, die tot stand te brengen, wanneer ze worden gevraagd door de huisvaders, wier kinderen ten minste 25 t. h. van de schoolbevolking vertegenwoordigen. Het voorstel, zelfs op die wijze beperkt, werd door de meerderheid van de Commissie verworpen. Deze is van gevoelen dat men de inkomsten der gemeente en hare vrijheid niet moet prijsgeven aan het goedvinden van enkele ingezetenen die den onderstand van de openbare machten best kunnen missen. Althans zou men aan de behoefte

(1) Vergadering van 4 Maart, bl. 773, zittingsjaar 1909-1910.

(2) Verslag van den heer Colaert, vergadering van 19 Februari 1909, n^o 103.

ouders het recht moeten voorbehouden om het oprichten van refters te eischen. Ofschoon de onderteekenaar van het voorstel kosteloze refters wil voor de behoeftigen alleen, dan toch blijkt uit de beide artikelen 2 en 3, dat de vermogende huivaders alleen, indien zij het vereischte getal bereiken, eene instelling zouden kunnen eischen, die aan niet ééne plaatselijke behoefte beantwoordt.

Het komt ons voor, dat het volstaat dit stelsel te doen kennen om het te doen verwerpen.

BIJDRAGE VAN DEN STAAT.

Terwijl, volgens de overige aangeprezen stelsels, de Staat vreemd blijft aan het oprichten van schoolrefters, verleent het voorstel Destrée aan de gemeente, ten *laste van den Staat*, eene toelage van 50 t. h. van hetgeen de schoolrefter in 't geheel kost. De overige voorstellen voorbehouden aan de provinciën en aan de gemeenten *het recht*, doch niet de verplichting, om toelagen te verleenen aan de schoolgaande kinderen. Zij eerbiedigen dus de vrijheid van de provinciën en van de gemeenten, zonder den Staat te verplichten tusschenbeide te komen daar waar het geldt instellingen die tot het gebied der weldadigheid behooren.

Het beginsel verworpen zijnde, achten wij het overbodig, het slotartikel van het voorstel Destrée te onderzoeken. Dat artikel stelt een recht van 2 $\frac{1}{2}$ t. h. op de sommen betaald door de levensverzekeringsmaatschappijen in den loop van het jongste dienstjaar; die 2 $\frac{1}{2}$ t. h. zouden een bijzonder fonds uitmaken tot bestrijding van de uitgaven die uit deze wet zullen voortvloeien. Vergeefs vroeg men zich af, waarom deze belasting bij voorkeur aan de levensverzekeringsmaatschappijen zou opgelegd worden; laten wij echter niet aandringen.

SCHOOL- OF WELDADIGHEIDSWERK.

In ons verslag over het wetsvoorstel van den achtbaren heer Woeste en over de amendementen der Regeering, behandelden wij breedvoerig de vraag, of het oprichten van schoolrefters het onderwijs ofwel de weldadigheid betreft. Wij verwijzen naar dat stuk ⁽¹⁾.

De wetten van 1884 en van 1893 tot regeling van het lager onderwijs hebben, na die van 1879, het kosteloos onderwijs ten bate van de behoeftige kinderen verplichtend gemaakt en tevens den last daarvan opgedragen aan het weldadigheidsbureau; hierin verschillen zij van de wet van 1842 die dezen last aan de gemeenten oplegde. Indien het betalen van de eigenlijke schoolonkosten voor het onderwijs van de behoeftige kinderen behoort tot het gebied der liefdadigheid, is dat dan

⁽¹⁾ Verslag van 1909.

ook niet, met des te meer reden, het geval met het verleen van voedsel of van kleederen?

De wetgever kan voorzeker dezen toestand wijzigen en aan de schoolrefters het karakter van een schoolwerk toekennen. Doch is deze wijziging noodig? Dan zou men moeten bepalen dat de ouders, die in welstand verkeer en het kosteloos onderwijs voor hunne kinderen kunnen bekomen, tegenover deze geene enkele verplichting meer hebben!

Zoover zijn wij nog niet gekomen en de achtbare heer Destrée heeft het begrepen. « Volgens de opvatting van den achtbaren heer Woeste, » zegt hij, moet de schoolrefter zijn bestaan aan de liefdadigheid alleen te » danken hebben; volgens de liberale opvatting, integendeel, behoort » dat werk van uitsluitend schoolschen aard te zijn en mag het niet » anders worden behandeld dan als eene bijzaak van het lager onder- » wijs. Onze meening is, dat de waarheid moet worden gezocht in de » vereeniging van die beide zienswijzen, alsmede in de erkenning der » halfschoolsche, half liefdadige instelling (1). »

De Commissie sluit zich niet aan bij deze zienswijze, waarop het voorstel van den achtbaren heer Destrée steunt. Zij is van gevoelen dat men zich houden moet aan de gedachte, die de wetgevers van 1879, 1884 en 1895 leidde, en aan de nieuwe instelling het liefdadig karakter moet toekennen, hetwelk is gehecht aan het eigenlijke onderwijs van de behoeftige kinderen.

Laten wij, eindelijk, vaststellen dat, zoo het voorstel Destrée geen enkel behoeftig kind buiten de schoolrefters sluit uit hoofde van de school die het bijwoont, — dat is volstrekt rechtvaardig —, het de bepalingen, die het huldigt, niet bekrachtigt. Welke zou de waarde zijn van een besluit, door een provinciaal bestuur of door een gemeentebestuur genomen in strijd met de bepalingen van het ontwerp? En, gesteld dat de Regeering daaraan hare goedkeuring kunne onthouden omdat het onwettelijk is, welke straffen zou men opleggen aan de leden en ambtenaren van de gemeentebesturen en van de weldadigheidsbureelen, die gezegde bepalingen mochten overtreden?

Hieromtrent zegt het voorstel hoegenaamd niets, terwijl door het voorstel Woeste en door de amendementen van de vroegere Middenafdeeling de straffen, voorzien bij de wet van 7 Mei 1888 op de beteugeling van eenige misbruiken gepleegd door openbare besturen van weldadigheid, toepasselijk worden gemaakt. De Commissie is van gevoelen dat deze straffen dienen te worden gehandhaafd.

Ten slotte, meenen wij te moeten aanmerken dat het voorstel Destrée noch algemeener noch edelmoediger is dan het voorstel Woeste; tenzij deze twee hoedanigheden, welke het achtbaar lid aan zijn voorstel toekent, hierin bestaan, dat de gemeenten zouden verplicht zijn, zelfs waar het niet

(1) Zittingsjaar 1908-1909, Stuk n° 119.

noodzakelijk is, schoolrefters op te richten. Door de amendementen van den achtbaren heer Woeste worden de bewaarscholen bij de lagere scholen gevoegd; integendeel, het voorstel van den achtbaren heer Destrée bedoelt alleen het lager onderwijs. Het voorstel Woeste schijnt bijgevolg algemeener en edelmoediger te zijn.

Had men het voorstel Destrée aangenomen, dan zouden wij voorgesteld hebben, het in dien zin uit te breiden; doch, daar het door de meerderheid der Commissie werd verworpen, kunnen wij het niet wijzigen, evenmin als wij verslag kunnen uitbrengen over de amendementen van den achtbaren heer Woeste.

Het voorstel, ter stemming gelegd, werd verworpen met 5 stemmen tegen 2.

De Verslaggever,

R. COLAERT.

De Voorzitter,

E. NERINCX.
